



**Convention internationale sur
l'élimination de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr. générale
2 septembre 2011

Original: français

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
Soixante-dix-neuvième session

Compte rendu analytique de la 2116^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 25 août 2011, à 15 heures

Président: M. Kemal

Sommaire

Troisième réunion informelle avec les États parties

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

Troisième réunion informelle avec les États parties

1. **Le Président** dit que depuis la dernière réunion informelle avec les États parties en 2007, trois principaux éléments sont survenus, à savoir la crise financière mondiale, qui pourrait avoir des conséquences sur les travaux des organes conventionnels et les programmes d'aide aux populations défavorisées à l'échelle mondiale; la charge de travail croissante des organes conventionnels et les efforts importants déployés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) pour simplifier et renforcer le système des organes conventionnels. Le Comité est d'ailleurs parvenu à réorganiser et harmoniser ses méthodes de travail autant que possible avec celles des autres organes conventionnels. Des progrès considérables ont également été accomplis grâce aux nouvelles directives pour l'établissement de rapports au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'augmentation de la charge de travail du Comité est due, en partie, au nombre croissant d'États qui ont ratifié la Convention (174 au total) et qui s'acquittent de leur obligation de présenter des rapports. Si le Comité a pu rattraper le retard accumulé en août 2008, c'est grâce à la prolongation de ses sessions d'une semaine supplémentaire en 2010 et 2011. Le Comité aura examiné 21 rapports à ses 78^e et 79^e sessions. Il devrait en examiner 11 à sa 80^e session, et 10 ou 11 à sa 81^e session. Force est malheureusement de constater que les ressources dont dispose le HCDH et les services de conférence sont insuffisantes. En effet, l'écart se creuse entre les effectifs des services de conférence qui traduisent les rapports et le nombre accru de rapports soumis par les États parties. Des ressources supplémentaires sont requises pour financer les nouvelles activités prescrites.

2. Le Président souhaite que la Haut-Commissaire, comme elle s'est engagée à le faire lors de la réunion de Sion en mai 2011, tienne les États parties informés du processus de renforcement des organes conventionnels, notamment en réunissant les cinq coordonnateurs des réunions de groupes régionaux en septembre. Le fait de réduire davantage le budget des organes conventionnels entraînerait une réduction des capacités de protection des populations vulnérables dans le monde entier.

3. **M^{me} Dah** fait observer que le dialogue entre le Comité et les États parties n'a cessé de s'améliorer depuis plus de quarante ans. Les deux dernières directives du Comité, adoptées en 2006 et 2007, constituent un guide explicite des étapes à respecter pour l'élaboration d'un rapport et s'adressent à tous les États parties sur un pied d'égalité. Le processus de présentation des rapports constitue le cadre principal du dialogue entre le Comité et les États parties, qui est engagé avant, pendant et après l'examen des rapports. Il existe d'autres types d'échanges avec les États parties, notamment la possibilité pour le Comité de demander des informations supplémentaires à l'État partie au titre de l'article premier de la Convention; la participation des États parties aux débats généraux du Comité; et les missions de bons offices auprès des États parties.

4. Par ailleurs, le Comité a modifié son Règlement intérieur en vue d'associer les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales (ONG) à son dialogue avec les États parties. Les institutions nationales des droits de l'homme ayant le statut A sont désormais invitées à assister à l'ensemble de l'examen, et le Comité souhaite qu'elles soient également parties prenantes à toutes les étapes du processus, y compris l'élaboration, la présentation et le suivi des rapports. Un progrès notable a été accompli à cet égard; tandis qu'à la 76^e session du Comité, une seule réponse a été reçue aux cinq invitations adressées aux institutions nationales, à la 78^e session, on a compté sept réponses et cinq présences, sur huit invitations formulées. Bien qu'établie de longue date, la relation du Comité avec les ONG n'a pas été structurée dès le départ. En 2010, le Comité a décidé de tenir une réunion informelle avec les ONG concernées par les rapports examinés au cours de la semaine, le lundi matin, en présence d'interprètes. Des réunions d'information ont toujours lieu à l'heure du déjeuner à l'intention des parties intéressées et des ONG absentes le lundi. Le dialogue avec les différentes parties prenantes

peut encore être amélioré, et le Comité attend avec intérêt les commentaires et les conseils des États parties à ce sujet.

5. **M. Prosper** dit qu'en 2010 le Comité a décidé, afin que le dialogue avec les États parties soit plus interactif et constructif, de remplacer les listes de points à traiter, qui étaient en réalité une liste de questions, par des listes de thèmes. Celles-ci sont envoyées aux États parties avant l'examen de leurs rapports périodiques et ne sont plus transmises aux services de traduction. Le Comité souhaite savoir ce que les États parties pensent de cette nouvelle procédure. M. Prosper dit que le Comité propose d'avoir recours plus fréquemment aux nouvelles technologies d'information, tels que les services de vidéoconférences, notamment pendant l'examen des rapports des États parties. On pourrait, par exemple, envisager d'établir, au moment de cet examen, une communication vidéo en direct avec les instances nationales compétentes. Cela permettrait aux délégations dépêchées à Genève de compter moins de membres et de réduire ainsi les coûts participation de pour les États parties. Le Comité invite les États parties à donner leur avis sur cette proposition.

6. **M^{me} Booker** (Bahamas) se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer depuis New York, par vidéoconférence, à cette réunion informelle. Elle encourage le Comité à renouveler l'expérience de manière plus systématique, ce qui permettrait aux petits États, et notamment aux États insulaires des Caraïbes qui ne disposent pas de représentation diplomatique à Genève, de dialoguer plus souvent avec les organes conventionnels.

7. **M. Lomax** (Royaume-Uni) dit que le rapport périodique de son pays a été examiné par le Comité l'avant-veille et que sa délégation a jugé très constructif le dialogue avec les membres du Comité. Cela étant, le Royaume-Uni regrette que les experts aient posé de nombreuses questions identiques et préférerait qu'à l'avenir les intervenants soient attentifs aux points déjà soulevés par de précédents orateurs et ciblent davantage leurs interventions. Le Royaume-Uni suggère qu'une liste de quatre ou cinq thèmes au maximum soit adressée aux États parties afin qu'ils traitent plus précisément des questions intéressant le Comité dans leur rapport périodique.

8. **M. Tounley** (États-Unis) approuve pleinement le recours aux services de vidéoconférence, compte tenu en particulier des restrictions budgétaires visant tous les organes conventionnels. Les États-Unis préféreraient également que la liste de thèmes soit adressée aux États parties bien avant l'établissement de leur rapport périodique; cela permettrait en effet au Comité de disposer de rapports plus concis et précis. Les États-Unis souhaitent par ailleurs savoir comment ces listes de thèmes sont élaborées et par qui.

9. **M^{me} Pierre-Wade** (Canada) dit que si les observations finales du Comité étaient plus ciblées, les informations concernant le suivi donné à certaines recommandations y figurant le seraient également. Le Canada estime que la règle en vertu de laquelle les rapports périodiques ne doivent pas excéder 40 pages est difficile à respecter par les États fédéraux qui doivent y intégrer de nombreuses informations transmises par leurs différents niveaux de gouvernement. Le Canada est favorable à l'harmonisation des travaux des organes conventionnels et à la spécialisation de chacun dans son domaine de compétence, et souhaite que le Comité n'accorde pas plus d'importance aux rapports des ONG qu'aux informations soumises par les États parties ou les institutions nationales des droits de l'homme.

10. **M^{me} Bakyono-Kanzie** (Burkina Faso) dit que son pays est sensible au fait que le Comité dispose de ressources financières limitées alors que sa charge de travail ne cesse de s'accroître mais qu'il faut aussi tenir compte des contraintes, notamment financières et humaines, qui pèsent sur les États parties compte tenu du nombre croissant de rapports et de documents qui leur sont demandés.

11. **M. Rotundu** (Roumanie) demande au Comité d'expliquer comment il traite les informations transmises par les États parties sur la suite donnée aux recommandations figurant dans ses observations finales.

12. **M. Spenle** (Suisse) dit que la Suisse souhaite que la procédure de présentation et d'examen des rapports périodiques réponde à la fois aux besoins des États parties et à ceux des organes conventionnels. C'est pour cette raison qu'elle appuie les mesures de rationalisation et d'harmonisation des travaux des organes conventionnels voulues par le HCDH. La Suisse approuve le principe de la liste de thèmes adressée aux États parties avant l'examen de leur rapport mais souhaite savoir en quoi cette liste diffère de la liste des points à traiter que le Comité adressait aux États parties jusqu'en 2010.

13. **M^{me} Berg** (Norvège) juge très important que les questions posées par les experts pendant le dialogue avec les États parties soient pertinentes et directement liées aux obligations découlant de la Convention et que les observations finales du Comité portent uniquement sur des mesures susceptibles de mieux donner effet à ses dispositions. La Norvège ne s'oppose pas à ce que des questions soient adressées aux États parties entre l'examen de deux rapports périodiques mais se demande si le Comité est réellement en mesure de traiter les informations de plus en plus nombreuses qui lui sont communiquées. La Norvège est également d'avis que les membres du Comité devraient s'abstenir de poser deux fois les mêmes questions lors du dialogue avec la délégation et recommande que toutes les informations factuelles fournies par les États parties, aussi bien à l'oral que par écrit, soient prises en compte lors de l'élaboration des observations finales. Enfin, la Norvège est tout à fait favorable à un recours accru aux nouvelles technologies de l'information par le Comité.

14. **M. Hoyer** (Brésil) dit que le retard accumulé par les États parties en matière de présentation de rapports est aussi bien dû au nombre croissant d'informations requises par les organes conventionnels qu'à la difficulté de réunir les ressources financières et humaines nécessaires pour donner suite à leurs demandes. Le Brésil souhaite savoir comment le Comité tient compte des travaux du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (EPU) et des recommandations formulées dans le cadre de l'EPU qui portent sur la discrimination raciale. Le Brésil estime enfin que les nouvelles technologies pourraient être très utiles à toutes les parties prenantes, en particulier dans le cadre de la procédure d'examen des rapports périodiques.

15. **M. Diaconu** dit que la méthode consistant à adresser aux États parties des listes de points à traiter avant la soumission des rapports périodiques ne peut être adoptée par le Comité car sa situation est très différente de celle d'autres organes conventionnels. Le Comité reçoit un nombre élevé de rapports en raison du nombre important d'États parties à la Convention (174) et de la brièveté de la périodicité prévue dans cet instrument (deux ans). Bien qu'il ait adopté une procédure permettant aux États parties de soumettre plusieurs rapports en un seul document, il continue de recevoir plus de rapports qu'il n'en peut examiner. La situation est d'ailleurs devenue tellement critique que le Comité a demandé à l'Assemblée générale de lui accorder deux semaines supplémentaires de session par an pour rattraper le retard accumulé dans l'examen des rapports. Sa demande a été acceptée, ce qui fait que, depuis sa soixante-quinzième session, le Comité parvient à examiner 11 ou 12 rapports par session, alors que d'autres organes conventionnels n'en examinent que 7 ou 8. Compte tenu de cette charge de travail, le Comité ne peut consacrer de temps de séance à l'élaboration de listes de points à traiter préalables à la soumission des rapports périodiques, et juge préférable d'adresser aux États parties une liste de thèmes qui n'appelle pas de réponses écrites et qui sert uniquement à structurer le dialogue avec les délégations.

16. Le Comité suit de près les travaux menés dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) et prend en considération les questions traitant de la discrimination raciale

qui sont posées aux États durant l'Examen et les engagements pris par ces derniers à l'issue de cet exercice. De son côté, le Groupe de travail sur l'EPU se réfère souvent aux observations finales du Comité.

17. **M^{me} Dah** précise que, si le Comité ne voit pas l'utilité d'adresser une liste préalable de points à traiter aux États parties, c'est parce que ses observations finales remplissent déjà cette fonction. En effet, elles sont adressées avant la soumission des rapports et contiennent des demandes de renseignements auxquelles les États parties sont invités à répondre dans leur rapport périodique suivant.

18. **M. de Gouttes** rappelle qu'au moment de la mise en place du mécanisme de l'Examen périodique universel, certains craignaient que les activités entreprises dans ce cadre et les travaux des organes conventionnels se chevauchent mais, progressivement, il est apparu que chacun avait sa spécificité. Le Conseil des droits de l'homme, organe intergouvernemental et politique, examine la situation générale des droits de l'homme dans les États tandis que les organes conventionnels, composés d'experts indépendants, adoptent une démarche ciblée et technique. Ainsi, l'on a peu à peu reconnu que, loin de faire double emploi, les travaux des uns et des autres étaient complémentaires. Pendant la session en cours, le Comité s'est fondé sur les conclusions du Groupe de travail sur l'EPU dans le cadre du dialogue avec les États parties et il a constaté que cela lui permettait de poser des questions plus pointues aux délégations.

19. **M^{me} Bokuchava** (Géorgie), soulignant que les quatrième et cinquième rapports périodiques de la Géorgie ont été examinés le 16 août 2011 par le Comité, dit que la liste de thèmes soumise avant le dialogue a été très utile à la délégation et qu'à l'issue de cet échange, cette dernière a noté que la présence en son sein de représentants de divers ministères lui avait permis de donner au Comité une vue d'ensemble plus complète de l'application de la Convention en Géorgie.

20. **M. Akzigitov** (Fédération de Russie) est favorable à l'envoi d'une liste de thèmes avant l'examen des rapports périodiques car cela facilite l'élaboration des rapports pour les États parties. Cela étant, la nouvelle procédure mise au point par le Comité contre la torture ne doit pas forcément être suivie par tous les autres organes conventionnels. Par ailleurs, la Fédération de Russie considère que le nombre de pages des rapports périodiques ne devrait pas être limité.

21. **M^{me} Mostafa** (Égypte) dit que l'Égypte souscrit à l'introduction de la liste de thèmes mais estime que l'obligation de fournir des renseignements de suivi entre deux rapports entraîne une charge de travail excessive.

22. **Le Président** dit que la réunion intercomités a recommandé que les rapports initiaux ne dépassent pas 60 pages et que les rapports périodiques n'en fassent pas plus de 40 mais que le Comité est bien conscient que, pour les États fédéraux, cette limite peut être difficile à respecter. Il invite M. Amir, Coordonnateur du Comité pour le suivi des observations finales, à présenter succinctement la procédure de suivi.

23. **M. Amir** (Coordonnateur pour le suivi des observations finales) rappelle que la procédure de suivi a été lancée en 2004, à la soixante-quatrième session du Comité, afin de demander aux États parties de fournir des renseignements dans un délai de un an sur certaines des recommandations figurant dans les observations finales du Comité. Ce dernier a publié des lignes directrices à l'intention des États parties afin qu'ils sachent quelles mesures prendre pour donner suite à ses recommandations. En outre, afin de garantir la transparence de cette procédure, il a créé une page Web consacrée aux activités de suivi sur laquelle les renseignements communiqués par les États parties et les lettres qui leur ont été adressées par le Comité peuvent être consultées.

24. Le Comité a limité le nombre de recommandations appelant des réponses au titre du suivi afin ne pas alourdir la tâche des États parties. Pendant la session en cours, le Comité a fait le bilan des six années d'application de la procédure de suivi et a constaté que les États parties faisaient généralement preuve de bonne volonté et s'efforçaient de donner suite aux recommandations du Comité. Pour ce qui est des perspectives futures, le Comité espère que les États parties soutiendront son projet d'organiser des visites de pays et des ateliers régionaux, sous-régionaux ou nationaux sur l'établissement des rapports et la procédure de suivi, et envisage d'inviter plus systématiquement les États parties, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile à participer à l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans l'application de la Convention.

25. **M. de Gouttes**, Rapporteur pour le suivi des communications individuelles, dit que la procédure de communications individuelles offre aux États qui ont fait la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention la possibilité d'affirmer leur volonté d'appliquer pleinement la Convention en acceptant un mécanisme qui n'a aucun caractère coercitif. Elle permet aussi aux victimes, qui ont préalablement épuisé toutes les voies de recours internes, de faire valoir leurs droits devant un comité d'experts indépendants. Elle permet enfin au Comité d'élaborer progressivement une jurisprudence sur l'interprétation de la Convention à partir des cas concrets qui lui sont soumis. Or, malgré tous ses avantages, cette procédure n'a été admise que par 54 des 174 États parties à la Convention. À ce jour, le Comité a déclaré 16 des 48 plaintes qu'il a reçues irrecevables, et s'est prononcé quant au fond dans 27 d'entre elles, en concluant à une violation de la Convention dans 11 cas. Les autres communications ont donné lieu à un constat de non-violation ou sont en cours d'examen. La nature des plaintes est très variée, mais depuis quelques années, le nombre de plaintes pour discrimination dans l'emploi et dans l'accès au logement ou à un établissement public, pour discrimination à l'égard des Roms ou encore de plaintes dénonçant des propos à caractère xénophobe ou raciste – y compris émanant de personnalités politiques – a beaucoup augmenté.

26. Pour améliorer la procédure, le Comité a décidé d'instituer une procédure de suivi de ses décisions ou opinions sur les communications individuelles. En août 2005, il a modifié en conséquence son Règlement intérieur et a désigné un rapporteur pour assurer le suivi des communications individuelles. Depuis mars 2006, le Rapporteur est chargé de préparer, en amont, avec le secrétariat, les projets d'opinion et de décision qui sont soumis à l'examen des membres du Comité en séance privée, et de veiller, en aval, au suivi desdites opinions et décisions. Dans le cas où le Comité conclut à une violation de la Convention, l'État concerné dispose de quatre-vingt-dix jours pour lui fournir des renseignements sur les mesures prises pour donner effet à ses recommandations et conclusions. Si le Comité ne constate pas de violation, il peut néanmoins, tout en rejetant la requête, adresser à l'État concerné des recommandations à caractère général pour appeler son attention sur certains problèmes auxquels il devrait être tout particulièrement attentif. Il peut notamment l'encourager à modifier sa législation ou à rappeler aux médias ou aux responsables politiques un certain nombre de règles déontologiques. L'ensemble des opinions ou décisions du Comité et des constatations relatives à leur suivi fait désormais l'objet d'un chapitre distinct, figurant dans les annexes du rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale.

27. **M. Anthony** (Afrique du Sud) demande si le Comité est compétent pour se saisir de communications ayant trait à des formes contemporaines de discrimination, telles que la xénophobie ou l'islamophobie, qui ne sont pas expressément citées dans la Convention, et s'il ne serait pas judicieux d'établir des normes complémentaires comme suggéré dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

28. **M. de Gouttes** (Rapporteur pour le suivi des communications individuelles) dit que ces questions relèvent de l'article 4 de la Convention, en vertu duquel les États parties

s'engagent à condamner les «théories fondées sur la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes d'une certaine couleur ou d'une certaine origine ethnique» et à «déclarer punissable par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale». Elles font l'objet d'une préoccupation constante de la part du Comité, qui est de plus en plus fréquemment saisi de communications dénonçant des propos islamophobes ou discriminatoires à l'égard des Roms. Par ailleurs, même s'il déclare une communication irrecevable ou ne constate pas de violation expresse de la Convention, le Comité formule des observations générales à l'intention de l'État concerné en vue de lui rappeler son obligation de combattre les propos xénophobes tenus dans le cadre du débat politique ou par voie de presse.

29. **M^{me} Dawkins** (Australie) dit qu'en dressant le bilan des mesures prises par le Gouvernement australien pour donner suite aux recommandations émanant de différents organes ou mécanismes de l'ONU, les services compétents s'étaient rendu compte que les recommandations formulées étaient souvent similaires. C'est pourquoi, chaque organe devrait examiner les recommandations formulées précédemment par d'autres pour éviter que l'État partie n'ait à rendre compte des mêmes choses. Enfin, pour que les États parties comprennent mieux ce que l'on attend d'eux et puissent appliquer leurs recommandations, les organes conventionnels pourraient faire référence de manière plus explicite aux articles correspondants de l'instrument concerné.

30. **M. Thornberry** dit que les membres du Comité doivent certes éviter de poser les mêmes questions, mais qu'une question peut être abordée sous des angles différents sans pour autant être redondante. En tout état de cause, le dialogue est censé être constructif, et ne pas se borner à une série de questions et réponses. La question des sources à consulter (rapports d'États parties uniquement ou d'ONG) a fait débat pendant près de vingt ans au sein du Comité, qui a finalement jugé utile de recevoir des informations contradictoires tout en sachant faire preuve d'esprit critique. Il est normal que l'interprétation de la Convention évolue en fonction de la situation géopolitique mondiale et de l'avancée du droit international des droits de l'homme. Pour expliciter les obligations des États parties en vertu de la Convention tout en restant fidèle à l'esprit de cet instrument ou encore appeler l'attention sur la situation de groupes particuliers, le Comité élabore des recommandations générales, comme il l'a fait pour les Roms ou les populations autochtones et le fait actuellement pour les personnes d'ascendance africaine.

31. **M^{me} Crickley** souligne combien il serait utile pour toutes les parties prenantes (États parties, ONG, institutions nationales des droits de l'homme) que le Rapporteur pour le suivi des observations finales et le Rapporteur pour le suivi des communications individuelles se rendent systématiquement dans les pays concernés pour faire le point de la situation. L'interaction entre tous ces acteurs permet à l'État partie de mieux interpréter la Convention et est essentielle pour lui permettre d'aller de l'avant.

32. **Le Président** remercie tous ceux qui ont pris part à cette troisième réunion informelle avec les États parties et ont ainsi contribué à son succès.

La séance est levée à 17 h 15.